

# Les Infos

Vendredi 9 Février 2018



## NOUVELLES DU FRONT

Le nouveau dispositif d'incitation à la mobilité géographique envisagé par BDDF a donc fait l'objet de la quasi-totalité de la réunion du 5 février. Sur la base du « document de travail » de 14 pages remis quelques jours avant (cf nos sites), chaque organisation syndicale a tenté de replacer les curseurs pour que l'objectif d'« inciter à la mobilité » soit bien une incitation financière, et non une obligation imposée aux salariés. Nous verrons lorsqu'un nouveau document de travail nous sera remis si l'ensemble de nos demandes a bien été entendu. Pendant près de 3 heures, l'ensemble des organisations syndicales a donc relevé à tour de rôle les multiples chiffons rouges dont la direction avait truffé le document de travail. Au passage, il faut noter que ce fut l'occasion pour les syndicats de s'exprimer pour une fois d'une même voix. Avec 2.135 suppressions de postes prévues d'ici 2020, l'enjeu est de taille et justifie bien cette unanimité. Pour la CGT, il est également essentiel de veiller aux attentes des salariés qui resteront et dont l'entreprise a le plus grand besoin, avant d'organiser des départs dans des conditions acceptables. La prochaine réunion est prévue lundi 12 février. Alors que la motivation est en berne, les messages doivent être clairs et traduits dans les faits : une mobilité

motivante, équitable, basée sur l'envie et non la contrainte, inscrite dans un parcours de carrière, la reconnaissance des expertises, y compris financière, avec une logique d'accession au statut cadre plus ouverte ... autant d'ingrédients indispensables pour relever les défis qui nous attendent.

## LE MILLIARD

Avec l'annonce des résultats de la SG pour 2017 une évidence s'est de nouveau imposée : pour que les actionnaires empochent un dividende stable en 2018, les salariés continueront non seulement de se serrer la ceinture mais également de subir des réorganisations destructrices d'emplois. Côté serrage de ceinture, la politique salariale serait – d'après nos sources – toujours aussi restrictive et toujours plus discriminante malgré une stabilité de l'enveloppe des variables individuels... au global. Quant au variable collectif (intérêt et participation), il est douteux qu'il bénéficie de la même protection à la baisse que les dividendes. Pas de quoi soutenir les grands appels de la direction à la mobilisation des salariés ! Quant aux réductions de coûts destructrices d'emplois, les plus spectaculaires sont évidemment dans le réseau avec 2.135 postes visés d'ici 2020. Mais les centraux ne sont pas en reste, même si la dispersion des dossiers rend les chiffres moins spectaculaires : 38 postes chez Lyxor, 46 chez IRBS, soit dans les deux cas entre 15% et 25% des effectifs concernés. Et le traitement social annoncé de ces derniers laisse fortement à désirer : avec la réduction de voilure du Campus Métiers Mobilité (CMM) l'an dernier – victime lui aussi d'une réorganisation – les salariés doutent fortement qu'une gestion RH en local, même renforcée, suffise. Ils réclament l'application des dispositifs de l'accord emploi de 2016, qui leur offre bien plus de garanties en la matière, notamment en termes de reclassement ou de reconversion.



CGT Société Générale

17, Cours Valmy - Paris La Défense - Tél: 01.42.14.30.68

cgt.sg@wanadoo.fr

Internet: www.cgtsocgen.fr

Intranet : Portail SG, le groupe, Espace syndical, CGT

